

# Un Comorien en Indianocéanie

2016-2020

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

# Hamada Madi

## Un Comorien en Indianocéanie

2016-2020



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Ouvrage offert à S.E.M. Hamada Madi, Secrétaire général,
par le personnel du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien
à l'occasion de la fin de son mandat (16 juillet 2016 - 15 juillet 2020).

Ouvrage réalisé par l'unité de communication de la COI.
Concept et rédaction : Gilles Ribouet
Direction artistique et illustrations : Laurie Castel
© Commission de l'océan Indien, juillet 2020





# Hamada Madi

**MONSIEUR SÉCURITÉ**
de la COI

« Le soutien de nos États membres m'est nécessaire pour réaliser l'objectif principal que je me suis assigné : la sécurité sous toutes ses formes. »

Le 13 juillet 2016, lors de son investiture, Hamada Madi a clairement indiqué la voie qu'il comptait suivre. Quatre ans durant, les États membres de la COI et les équipes du Secrétariat général ont effectivement hissé les questions de sécurité au rang des priorités de l'action régionale.
Rien de plus naturel pour Hamada Madi : ancien président par intérim des Comores et ancien Premier ministre, il a occupé à plusieurs reprises le fauteuil de ministre de la Défense. Mais son action à la tête de la COI est allée au-delà de la « *sécurité sécuritaire* ». La sécurité est aussi maritime, climatique et environnementale, sanitaire, économique ou alimentaire…
Le Secrétaire général a donc été un « **Monsieur Sécurité** ». Dans toutes les capitales de l'Indianocéanie, jusqu'à Nairobi, Paris, New York, Tokyo ou Moscou, il a porté la voix d'une COI soucieuse de créer une Indianocéanie sécurisée.

« La sécurité est le prérequis du développement », répétait-il.

C'est ainsi qu'Hamada Madi a été l'instigateur de consultations inédites entre l'ensemble des services chargés de la sécurité intérieure et de la lutte contre le terrorisme des États membres de la région. C'était au début de l'année 2017 aux Comores, six mois après son investiture. « *Les plus optimistes, pour ne pas dire naïfs, diront que nos îles de l'Indianocéanie sont à l'écart de cette globalisation de la peur qui gagne tous les continents ; qu'elles ne sont pas concernées par la violence aveugle qui meurtrit tant de pays d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Europe, d'Asie ou d'Amérique du Nord. Eh bien, cette croyance-là est au mieux une illusion, au pire un mensonge ! Il nous faut regarder la vérité en face, aussi désagréable soit-elle : le terrorisme est à nos portes. Il recrute sur nos terres.* » L'urgence est décrétée. Hamada Madi signe alors un premier résultat en réunissant des représentants des services de lutte antiterroriste dont la réflexion a alimenté le deuxième plan de développement stratégique de la COI 2018-2021.



## Hamada m'a dit… sur l'Indianocéanie

« L'Indianocéanie qui nous réunit est bien plus qu'un mot de poète. C'est une pensée et plus encore « une réalité qui se vit intensément » selon la belle formule du journaliste Paul Hoarau.
La COI a souhaité utiliser le mot juste pour désigner notre région. C'est une volonté assumée que de réparer ce que nous pensons être une injustice de l'histoire et de la géographie. Pourquoi nos îles n'auraient-elles pas un nom [contrairement à tous les autres arcs insulaires] ?
Naturellement, il est sain de questionner ce mot et de questionner la volonté de la COI de l'utiliser comme réalité géographique, comme objet géopolitique, comme ensemble culturel, comme zone écologique singulière, ou encore comme instrument au service du dialogue des cultures et de la paix.



L'Indianocéanie est une zone de brassage, une aire de confluence d'une grande diversité. Aussi, dans cet espace que nous connaissons, celui de la COI, peut-on y distinguer des sous-ensembles ? Madagascar, « la plus belle énigme du monde » comme le disait l'historien Hubert Deschamps, n'est-elle pas une matrice ancestrale de toutes nos petites îles ? N'est-elle pas aussi un monde à part au regard de son extraordinaire diversité humaine ? Les Comores, archipel indianocéanien le plus proche du continent, ne forment-elles pas une interface ouverte sur l'aire swahili et les influences arabo-musulmanes qui en font aussi un objet singulier de l'Indianocéanie ? Quant aux archipels des Mascareignes et des Seychelles qui se sont éveillés au monde il y a moins de quatre siècles, peut-on les considérer comme un sous-ensemble particulier, une Créolie à la fois résolument métisse et pétrie de particularismes comme la physionomie asiatique de Maurice ou l'arrimage français de La Réunion ?
Les responsables politiques de nos États devraient porter une attention particulière aux [réflexions académiques sur le sujet]. […] Car les regards croisés des scientifiques sur l'Indianocéanie constituent aussi un acte politique qui contribue à transformer la fulgurance du poète en un grand dessein collectif. »

Colloque « Définis-moi l'Indianocéanie »
4 octobre 2018

## Hamada m'a dit...
# sur la sécurité maritime

« Si l'on y regarde de près, ce que nous avons fait avec la COI n'est rien d'autre que la mise en œuvre de la résolution 67/78 de l'Assemblée générale des Nations unies du 5 décembre 2012 qui reconnaît le rôle crucial de la coopération aux niveaux international, régional, sous-régional et bilatéral dans le combat contre les crimes et menaces maritimes. Ce que fait la COI au service de la sécurité régionale et internationale est le résultat d'un processus d'affirmation politique qui renoue avec son esprit d'origine, celui d'une communauté de destin, comme avec l'Esprit des lois fixées par la communauté internationale. Je crois que nous pouvons tous en être légitimement fiers ! »

*Conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental*
28 avril 2018



# Sécurité maritime

C'est en mer que le Secrétaire général de la COI a enregistré d'importants résultats. Le programme régional de sécurité maritime (MASE) financé par l'Union européenne est un mastodonte du portefeuille de projets de la COI. Rapidement, Hamada Madi a pris la mesure de l'enjeu : sécuriser l'océan Indien occidental, c'est sécuriser le commerce, la pêche, le tourisme, les populations, les écosystèmes ; bref, des pans socioéconomiques entiers de l'Indianocéanie.
Il a ainsi suivi de près l'élaboration des accords régionaux de sécurité maritime qui ont consacré la mise en place d'une architecture moderne de sécurité maritime dans le bassin occidental de l'océan Indien. Les cinq États membres de la COI, Djibouti et le Kenya sont signataires de ces accords. C'était en 2018. Un Centre régional de fusion de l'information maritime à Madagascar et un Centre régional de coordination des opérations en mer aux Seychelles ont été créés. Les capacités nationales de surveillance maritime ont été renforcées. Hamada Madi a été le dépositaire, au nom de la COI, de ces accords régionaux qui marquent une étape importante dans l'évolution sécuritaire régionale.
Ce plaidoyer pour la sécurité maritime, il a continué de le porter aux quatre coins du monde. À New York au siège des Nations unies, à Moscou auprès de la diplomatie russe, à Tokyo à l'occasion de la Conférence internationale sur le développement de l'Afrique ou encore à Nairobi auprès des membres du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes dont la COI assurait la présidence. L'argumentaire est rodé, solide. Il convainc. Lors du 34ème Conseil des ministres de la COI du 6 mars 2020 aux Seychelles, l'organisation a accueilli de nouveaux membres au sein de la famille des Observateurs auprès de la COI : l'Organisation des Nations unies, l'Inde et le Japon. La Russie et le Kenya frappent aussi à la porte. C'est un résultat direct du plaidoyer d'Hamada Madi et du rôle croissant de la COI en faveur de la sécurité maritime ces quatre dernières années.

# Résilience climatique

Partout où il porte son regard, Hamada Madi entrevoit une question de sécurité.
La résilience climatique est un enjeu de sécurité des personnes et des biens. Aussi, le Secrétaire général a continué de porter la voix des îles de l'Indianocéanie et même de toute l'Afrique pour un traitement différencié. Il pouvait se reposer sur la convergence de vue avec l'Union européenne sur le sujet. La COI et l'UE avaient, en effet, signé une déclaration commune dans ce sens lors de la COP21 de Paris sur le climat en 2015.
La diplomatie climatique a été l'un des axes forts de l'action du Secrétaire général de la COI. Les îles sont en première ligne des changements climatiques. Enfant de Mohéli, il se rappelle le foisonnement de la vie sous-marine. L'homme d'aujourd'hui constate, amer, la dégradation des milieux et les périls qui s'accentuent.
Dans les fora régionaux, continentaux et internationaux, Hamada Madi souligne la spécificité de l'Indianocéanie et sa vulnérabilité intrinsèque qui en fait la troisième région du monde la plus exposée aux risques de catastrophes. Par son action, il a contribué à renforcer et diversifier les partenariats climatiques de la COI. L'Union africaine, le Secrétariat de la Convention de Nairobi, la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, les agences spécialisées des Nations unies mais aussi les institutions techniques nationales et les acteurs non-étatiques : la COI a affirmé son rôle de mobilisation et d'actions en faveur du climat.
Hamada Madi a trouvé auprès de l'Union européenne, de l'Agence française de développement ou encore du Fonds vert pour le climat des partenaires à l'écoute, soucieux de contribuer à la résilience des îles de l'Indianocéanie. Il a ainsi eu l'occasion de signer les conventions de financement d'une nouvelle génération de projets pour renforcer les capacités de négociations climatiques, pour promouvoir des solutions de restauration côtière basées sur la nature, pour améliorer les capacités de prévisions météorologiques ou encore pour lutter contre la pollution marine plastique. La sécurité rejoint l'environnement mais aussi l'économie… bleue.



## Hamada m'a dit... *sur le climat*

« Les temps changent et l'Indianocéanie ressent chaque jour davantage les impacts du changement climatique qui révèlent nos failles, nos lacunes et nos déséquilibres structurels comme diraient les économistes. Nous connaissons les expressions de ces déséquilibres : la persistance de la pauvreté, la surpêche, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, la dégradation de l'environnement, et même les difficultés rencontrées dans la mise en place de mécanismes de réponse appropriés pour faire face au nombre croissant de catastrophes naturelles.
Les effets de ce changement climatique sont d'autant plus graves pour notre région que nos ressources sont limitées par la taille de nos territoires et que nous dépendons largement des importations, tant pour l'énergie que pour les produits transformés.
Ces phénomènes climatiques extrêmes qui frappent régulièrement notre région affaiblissent, un peu plus chaque année, la capacité de nos pays les plus fragiles. Dans ces conditions, se préparer aux effets du changement climatique et promouvoir la protection de l'environnement sont deux priorités essentielles pour notre organisation et pour nos États membres. »



*Signature de la Convention de financement "Adapt' Action"*
23 avril 2018

# Hamada m'a dit...
## sur la sécurité alimentaire



« Donner à manger à nos populations, résorber les déséquilibres nutritionnels, créer de nouveaux circuits de commercialisation intrarégionaux favorisant la croissance, réduire la pauvreté, notamment dans les zones rurales, voilà les objectifs que s'est fixée la COI.
En effet, notre dépendance aux aléas des cours mondiaux des denrées alimentaires est alarmante. Nous ne sommes absolument pas protégés des risques d'insécurité alimentaire.
Je ne vous le cache pas, cette dépendance qui enserre nos peuples est pour moi une cause de grande inquiétude. […] Beaucoup reste à faire pour que chacun de nos pays améliore ses capacités et ses filières d'excellence et pour que Madagascar honore sa vocation de « grenier de l'Indianocéanie ». C'est un engagement fort de la COI. C'est un appel lancé à nos partenaires et aux investisseurs régionaux et internationaux. »

*Atelier régional de la FAO*
4 avril 2017

# Sécurité alimentaire

Les effets du changement climatique ont aussi un impact sur la sécurité alimentaire. Les risques de catastrophes comme les bouleversements climatiques fragilisent les capacités des îles à satisfaire les critères de sécurité alimentaire. Plus globalement, la vulnérabilité des îles tient à leur forte dépendance aux importations agroalimentaires.
Le Secrétaire général a ainsi milité activement pour l'élaboration du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la COI (PRESAN). Il a obtenu un soutien affirmé de la FAO et du FIDA. Dans ce cadre, il a inauguré, avec le vice-président des Seychelles et le ministre malgache de l'Agriculture, l'unité régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la COI à Antananarivo en 2018. L'Union européenne participera également à l'effort à travers un programme de sécurité alimentaire sur les ressources du 11e FED. Le chantier est complexe et s'inscrit dans un temps long. Aussi, Hamada Madi a tenu à poser des jalons solides pour des actions porteuses dans le domaine en pariant, notamment, sur le potentiel remarquable de Madagascar, « grenier de l'Indianocéanie ».

# Sécurité économique

Le cœur de la mission de la COI est d'accompagner ses États membres sur la voie du développement durable. Un développement qui profite à tous, qui est respectueux des grands équilibres écologiques et qui est générateur de croissance, d'emplois.
À ce titre, le mandat d'Hamada Madi a été marqué par un grand résultat de la COI : la concrétisation du projet METISS. Il s'agit de l'installation d'un câble Internet haut débit qui reliera d'ici fin 2020 Maurice, La Réunion et Madagascar à la haute bande passante internationale en Afrique du Sud. D'une puissance de 24 térabits, soit 2,5 fois plus puissant que le câble le plus performant actuellement dans la région, METISS nécessite un investissement de 40 millions d'euros de 6 opérateurs privés des télécommunications des États membres convaincus du plaidoyer de la COI en faveur de l'amélioration de la connectivité numérique. En décembre 2017, l'accord de construction et de gestion du câble a été signé à Maurice sous l'égide d'Hamada Madi. Alors que le Secrétaire général entamait ses dernières semaines de mandat, le navire câblier Teliri naviguait en Indianocéanie pour poser le câble.
C'est aussi sur le front de l'entrepreneuriat que le Secrétaire général a promu la sécurité financière et sociale des Indianocéaniens. Il l'a fait en soutenant activement le réseau Entreprendre au féminin océan Indien et en promouvant continuellement l'autonomisation économique des femmes, « *forces motrices de nos îles* ». Il a aussi signé, le 6 mars 2020, un nouveau projet « Entrepreneuriat et coopération commerciale » avec l'Union européenne dont le démarrage fin 2020 constitue un soutien additionnel à la relance post-Covid.



## Hamada m'a dit... *sur le genre*



L'indépendance économique des femmes est le plus sûr moyen de garantir leur épanouissement social et de soutenir leur pleine participation aux affaires de la cité. Les femmes de nos îles sont des forces motrices de nos économies. Souvent à la tête de petites et moyennes entreprises, elles étoffent le tissu économique de nos pays en participant concrètement à l'économie réelle. La croissance économique de nos pays n'est authentiquement durable que si elle profite et surtout implique les femmes.

*Salon Made in Femmes*
28 septembre 2017

## Hamada m'a dit... *sur la santé*



La santé ne fait pas partie des missions initiales de la COI. Et pourtant tout le monde pense que la COI a toujours agi pour la santé et qu'elle doit donc être en première ligne ! C'est la crise du chikungunya en 2006 qui a tout changé. La COI est apparu, à juste titre, comme un acteur indispensable à une action concertée en santé publique. C'est ainsi que la COI a noué un partenariat solide avec l'Agence française de développement [dans ce domaine]. La COI a ainsi mis en place un dispositif régional efficace de partage de l'information, de coopération effective, de mobilisation des expertises et d'intervention qui lie santé humaine, animale et environnementale : c'est notre réseau de surveillance des épidémies et de gestion des alertes connu comme le réseau SEGA-One Health. C'est le bras santé de la COI et de ses États membres qui réunit 250 professionnels de santé humaine et animale.
Donc concrètement, la COI est allée au-delà de ses missions premières pour intervenir en santé. Et avec raison, comme on l'a vu dans la lutte contre la fièvre aphteuse, la rage, la peste ou la prévention contre zika et Ebola ces dernières années. Et la pandémie de Covid-19 a démontré davantage encore l'utilité concrète d'une action régionale en santé portée par la COI. La santé de nos populations, c'est le socle du développement. Au-delà des situations d'urgence, c'est une priorité qui doit perdurer.

*Interview au journal Masiwa*
20 mai 2020

# *Santé publique*

Les crises éclatent parfois sans crier gare.
La pandémie de Covid-19 a profondément marqué les derniers mois de mandat du Secrétaire général. Sous sa houlette et en concertation constante avec la présidence comorienne du Conseil des ministres de la COI, le Secrétariat général a établi et mis en œuvre un plan d'urgence pour répondre aux besoins des États. La santé des populations est, pour Hamada Madi, le premier des atouts d'un pays, le fondement de tout développement.
L'AFD, bailleur des projets santé de la COI, a répondu présente en mobilisant une enveloppe d'urgence de 4,5 millions d'euros permettant de répondre aux besoins en équipements et matériels des États membres de la COI. En complément, l'Union européenne a décidé de réallouer 9,35 millions d'euros d'un projet régional climat en soutien au réseau SEGA-One Health de la COI. Pour Hamada Madi, le diplomate et le politique, il s'agit là d'une preuve de la solidité des partenariats de la COI et de l'utilité concrète de ce qu'il appelle « *notre Maison commune* ».
Jusqu'à la fin de son mandat, Hamada Madi a suivi avec attention la réponse de la COI face au Covid-19. D'aucuns diront qu'il a mouillé la chemise.

## Hamada m'a dit...

# sur l'évolution institutionnelle de la COI






Notre ambition politique est celle d'une COI renforcée et modernisée pour répondre aux enjeux actuels et futurs du développement. [En août 2019] à Moroni, les ministres de nos États ont fixé un cap que nous avons suivi scrupuleusement, notamment en proposant une révision de notre texte fondateur, l'Accord de Victoria de 1984. Ce travail réflexif […] n'est qu'une première étape de notre évolution institutionnelle […].
Je tiens ici à souligner la place que l'Accord de Victoria révisé devrait donner à nos chefs d'État et de gouvernement. Le Sommet de la COI est appelé à devenir un organe statutaire de l'organisation, chargé de fixer l'orientation politique et stratégique de la COI sur cinq ans. Ce sera ainsi un moyen de faire remonter l'intérêt de notre communauté de destin au plus haut niveau de nos États.
Le mouvement enclenché est le signe d'une détermination à agir collectivement, à mutualiser nos forces et à donner du corps à notre solidarité régionale. »

34ème Conseil des ministres de la COI
6 mars 2020



À peine arrivé dans son vaste bureau du siège de la COI à Ébène (Maurice), Hamada Madi s'interroge. Comment la COI peut-elle intervenir dans des secteurs qui ne sont pas prévus par son texte fondateur, l'Accord général de coopération, dit Accord de Victoria ? C'est qu'il entend conduire son action dans le respect des cadres normatifs. Simple rigidité d'un homme formé à la dialectique marxiste à Kiev ? Non, plutôt le raisonnement d'un juriste attaché aux textes. Il fallait donc faire correspondre les textes avec la réalité de la coopération animée par la COI. D'une petite organisation comptant 5 agents gérant un maigre portefeuille de projet en 1989, année de création du Secrétariat général, la COI est devenue une organisation attractive comptant plus de 60 agents gérant une douzaine de projets pour un montant de 130 millions d'euros (2016-2021). L'évolution de l'outil COI devait donc passer par une révision des textes et une modernisation des procédures.
En 2017, la COI signe la convention de financement d'un projet de renforcement des capacités institutionnelles du Secrétariat général (INCA) avec l'Union européenne. L'assistance technique est déployée dès 2018. Les experts du projet INCA assistent le Secrétariat général dans la modernisation des procédures et textes internes. À la clé, l'accréditation aux 9 piliers de l'Union européennes permettant de gérer des financements importants avec les règles de la COI.

Ce travail, a priori technique, a une coloration politique. La modernisation des procédures doit bien reposer sur des textes modernisés. Aussi, l'Union européenne a activement soutenu, à travers le projet INCA, les consultations des États membres permettant de bâtir un consensus politique fort en faveur de l'évolution institutionnelle et fonctionnelle de l'organisation. La retraite ministérielle de Moroni débouchant sur la Déclaration de Moroni sur l'avenir de la COI a marqué une étape cruciale pour la modernisation de l'organisation. Elle a ouvert la voie à la révision de l'Accord général de Victoria de 1984, texte fondateur de la COI, qui n'avait que peu évolué depuis 36 ans. C'est aux Seychelles, après de nombreux ateliers mêlant représentants des États, juristes, professionnels du Secrétariat général et assistance technique INCA, que l'Accord général de Victoria révisé a été adopté. C'est ici un résultat majeur du mandat de Hamada Madi à la tête du Secrétariat général. C'est un résultat qui ouvre la voie à une réforme en profondeur de l'organisation appelée à affirmer son rôle de proximité pleinement en phase avec les besoins des États membres et les défis de notre temps.

## Réformateur

« *Tout le monde pense que la COI a toujours agi pour la santé et qu'elle doit donc être en première ligne ! C'est la crise du chikungunya en 2006 qui a inauguré notre action régionale en santé* », confiait le Secrétaire général à un média comorien en mai 2020. Pour le juriste Hamada Madi, c'est une illustration de la nécessité de moderniser les textes de la COI pour qu'ils correspondent à la pratique d'une coopération régionale largement amplifiée et diversifiée. C'est un autre chantier auquel Hamada Madi a porté une attention toute particulière. En posant les jalons de la modernisation de la COI, il enregistre un autre résultat majeur pour la COI. L'évolution institutionnelle et fonctionnelle de la COI est en marche. Hamada Madi aura été plus qu'un « **Monsieur sécurité** ».



Hamada Madi

ITINÉRANCES
COMORIENNES

## Être Secrétaire général c'est *une investiture, un passage de témoin*

en présence de

**3 chefs** d'État

**8 ministres** de trois pays

**+ de 300 convives**

***une dizaine*** **d'ambassadeurs**



À la veille de l'investiture avec le président de l'Union des Comores, SEM Azali Assoumani et le Secrétaire général d'alors, SEM Jean Claude de l'Estrac.



Passation avec les chefs d'État de Madagascar, Maurice et Comores et les ambassadeurs de France et des Seychelles.






Passage de témoin entre Jean Claude de l'Estrac et Hamada Madi.



Arrivée à Mohéli de la mission d'écoute de la CDI dirigée par le vice-président des Seychelles, février 2019.

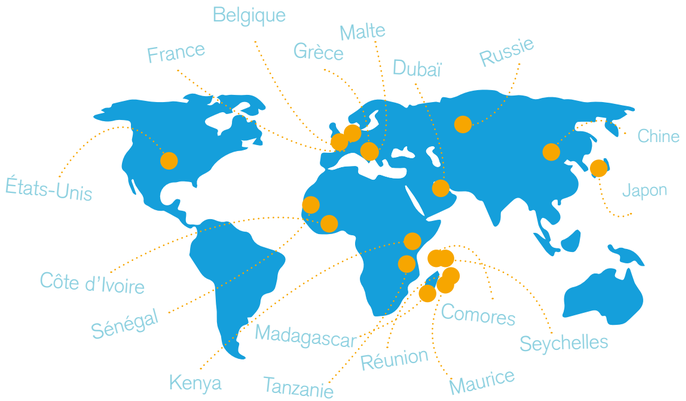
## Être Secrétaire général c'est *agir lors de nombreuses missions*

Soit

**75 déplacements**

dans **18 pays** pour un total de **444 390 km** parcourus

équivalent à **11 fois** le tour de la Terre !




Ou encore près de

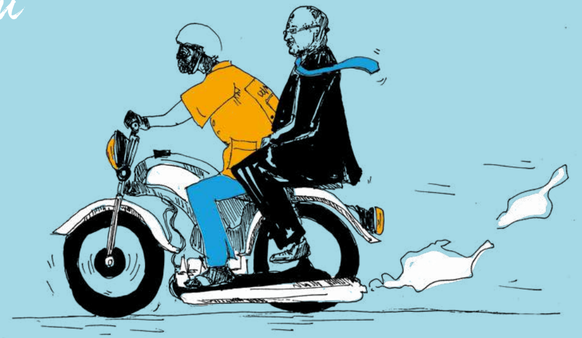
**600 heures d'avion**

et **300 heures de patience** dans les aéroports…

Mission Covid aux Comores, février 2020.



# Hamada m'a dit...
## *sur le post - Cotonou*



« Le démantèlement des accords de Cotonou, c'est-à-dire du système liant l'Union européenne à 79 pays ACP dont quatre de nos États membres, sonne pour beaucoup la fin d'une forme de stabilité et de prévisibilité. J'y vois, pour ma part, l'occasion d'un nouveau départ pour notre région si nous réussissons à nous insérer dans le partenariat régional différencié que l'Union européenne envisage d'établir avec l'Afrique et si nous savons nous vendre collectivement, avec cette communauté mondiale des États insulaires en développement qui s'est affirmée sur la scène internationale en 2014 à Samoa et qui a tant fait pour la conclusion de l'Accord de Paris sur le climat. »

*Conseil extraordinaire des ministres de la COI*
2 octobre 2017





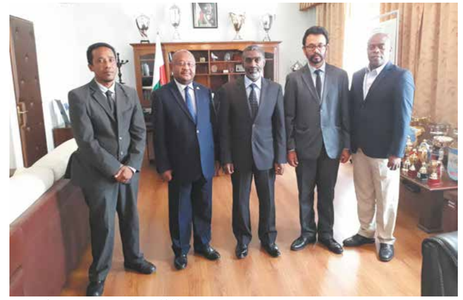
Un arbre contre la misère à Cité Anoska, octobre 2016.



Comores, février 2019.



Moscou, octobre 2018.



Mission Covid, Madagascar, février 2020.

## Être Secrétaire général c'est *prononcer des discours, porter la voix régionale*

**+170 discours**
soit quelques **170 000 mots**
autrement dit **28 heures** de prises de parole















En haut, de g. à dr.:
à St Antoine et Balaclava (Maurice),
à La Réunion
et aux Nations unies à New York.
En bas de g. à dr.:
à La Réunion
et au Kenya.






Signature de l'accord de construction et de gestion du câble METISS, décembre 2017.

## Hamada m'a dit... *sur la langue*



« La langue française n'est la propriété de quiconque. Elle est celle de toutes celles et tous ceux qui rêvent, pensent, écrivent, s'élèvent, se disputent ou aiment en français. […] La langue française que nous avons en partage est, par sa subtilité et sa plasticité, un outil unique d'expression et de description de cette humanité que nous portons toutes et tous en nous.
[…] La langue française et la littérature d'expression française ne sont en aucun cas une espèce de vase clos protégé, comme dans une collection privée, par des faisceaux d'alarme qui préviendraient de toute effraction. Le français, avec tous ses particularismes qui font de lui une langue bien vivante dans le monde d'aujourd'hui, parle au cœur de nos îles et il est, je n'hésite pas à l'affirmer, la langue de la communion indianocéanienne ! »

*Remise du prix Indianocéanie 2018*
29 novembre 2018

## Être Secrétaire général c'est *rencontrer et mobiliser* des personnalités



Visite EFOI, avril 2017.

soit
**+ de 1 000 poignées de main,**
des ***centaines*** **de photos**
et des ***dizaines*** **de cadeaux** offerts et reçus



Avec le DG de la FAO, août 2016.



Avec le président de la Région Réunion, Didier Robert, septembre 2016.

Avec Nicholas Prea, président de l'Assemblée nationale des Seychelles, janvier 2019.



Avec le vice-président des Seychelles, on retire la cravate ! octobre 2018.





Visite du président des Seychelles, octobre 2017.



Avec l'Ambassadeur de l'UE, sept. 2019.



Avec le Haut-commissaire de l'Inde, déc. 2019



Avec le directeur régional de l'OIM, sept. 2018.



Parlementaires français en visite, novembre 2018.



Avec le président du département de La Réunion et le maire de Bras-Panon, mai 2019.



Avec le Secrétaire général des Nations unies.



Avec le Commissaire européen au développement, mai 2019.



# Hamada m'a dit...

## sur les relations internationales



De la fin des années 40 au tout début des années 90 du siècle passé, notre région a été immergée dans la guerre froide, c'est-à-dire dans un jeu de puissances où elle n'était qu'un espace à défendre ou à conquérir selon les cas. Influence économique, pression militaire, aide budgétaire, coups d'État quand il en fallait, nous savions que tous les coups étaient permis aux deux grands et à leurs alliés pour la maîtrise de l'océan Indien.

La guerre froide était une époque écrite sur un mode binaire […]. Au milieu de ce « Grand jeu », nos pays ont rompu aussi les amarres de la domination coloniale. Pour autant, le rapport aux anciennes puissances tutélaires continuait de s'inscrire dans cette dimension de bloc à bloc […].

Notre région a vécu, ou subi comme on le voudra, ce modèle binaire. Certains pays se sont inscrits dans l'orbite de l'un des deux grands. D'autres ont cherché, dans le sillage des Non-alignés, à préserver leur autonomie. En 1971, l'Assemblée générale de l'ONU adoptait ainsi la résolution 2832 « faisant de l'océan Indien une zone de paix » exempte d'ancrages militaires exogènes. C'est d'ailleurs, je le rappelle, sous l'influence du Non-alignement qu'a été créée la COI en 1982.

Mais ce que l'on croyait éternel s'est effondré en 1989 avec la mort subite de la guerre froide. Pour moi qui étudiais alors en URSS, je peux vous assurer que j'ai perçu immédiatement la violence du tsunami que représentait pour notre région cette modification radicale des rapports de force. À partir de 1990, nous sommes seuls face à nous-mêmes.

Au fil du temps, nous avons commencé à discerner l'émergence de nouvelles puissances qui sont devenues des acteurs importants de l'échiquier politico-diplomatique régional et mondial. Je pense à l'Inde et à la Chine. Nous avons aussi assisté impuissants à l'effondrement complet d'États, notamment dans la Corne de l'Afrique, sans comprendre immédiatement le risque que cela recélait pour la liberté des mers et pour le développement d'idéologies radicales mortifères. »

*Colloque « Chine au regard de la mer »*
10 octobre 2018

# Être Secrétaire général c'est *prendre part à des évènements*




Plénière du CGPCS au siège des Nations unies à Nairobi avec les ministres de la Défense et des Affaires étrangères du Kenya, le chef de la diplomatie mauricienne, le ministre somalien et le secrétaire général adjoint des Nations unies. Juillet 2018.



Avec l'ancien président mauricien. Cérémonie du refus de la misère, octobre 2016.




Conférence ministérielle pêche, juillet 2017.



32ème Conseil des ministres à La Réunion, mars 2017.



Inauguration de l'URSAN, décembre 2018.







À l'investiture du président de la République de Madagascar, janvier 2019.




Plénière du CGPCS à Maurice, juin 2019.



Retraite ministérielle de Moroni, août 2019.



Avec le président de l'Union des Comores, août 2019.



Remise du prix Indianocéanie, décembre 2019.




34ème Conseil de la COI, mars 2020.



Signature de l'Accord Victoria révisé, mars 2020.

# Être Secrétaire général c'est *participer à des ateliers*




Atelier PRESAN, mars 2019.




Dialogue politique COI-UE, 2019.



Atelier FAO, 2019.




Atelier sur la modernisation de la COI, janvier 2020.

# Hamada m'a dit...
## *sur l'économie bleue*



Il me plait de vous confier qu'à la COI nous avions déjà fait de l'économie bleue un axe fort de notre intervention avant même que le terme n'existe ! En quelque sorte, comme Monsieur Jourdain, nous faisions de la prose sans le savoir. Et je suis convaincu que cette prose-là a largement contribué à cette prise de conscience régionale et mondiale qui nous paraît aujourd'hui bien naturelle.

[…] Les ambitions légitimes de nos États pour le développement de l'économie bleue se doublent d'une responsabilité [vis-à-vis] des grands équilibres écologiques […]. C'est le sens même du terme « développement durable ». […]

Construire une économie bleue résiliente et soutenable est donc pour nos nations océanes une absolue nécessité. Ce projet collectif nous permettra de devenir par nous-mêmes des sujets et des acteurs autonomes de notre développement. N'oublions jamais que nos États détiennent la clé de notre patrimoine collectif – je veux parler des zones économiques exclusives – qu'il nous appartient de faire fructifier en bon père de famille pour assurer l'avenir des générations montantes et la préservation de la biodiversité mondiale.

*Semaine de l'économie bleue*
25 mars 2019

## Être Secrétaire général c'est *apposer sa signature sur*

**17 Conventions de financements de projets**
(climat, renforcement des capacités institutionnelles, sécurité alimentaire, sûreté de la navigation, entrepreneuriat, pêches…)

pour un montant total de **126 millions €** auprès de **7 bailleurs**

Et aussi ***un millier*** **de courriers**



Signature INCA, novembre 2016.


Ordre de Malte, juillet 2017.


RSIE3, décembre 2017.


Sécurité aux ports, mai 2019.

Avec Jean-Yves Le Drian, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, signature du projet de résilience côtière, février 2020.



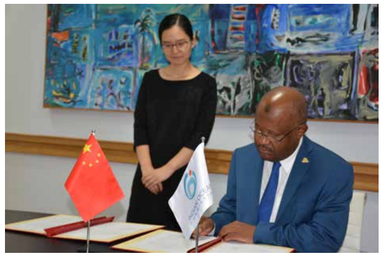

Signature des Accords régionaux de sécurité maritime, 2018.



AUF, octobre 2016.



Projet Entrepreneuriat, mars 2020.



Accord de don de la Chine, 2019.

## Hamada m'a dit...

### *sur la stabilité*

Il est évident que les acteurs qui dessineront l'avenir immédiat et de long terme de notre région sont ceux qui, aujourd'hui, démontrent leur capacité de projection militaire, notamment navale, comme leur capacité à jouer de leur soft power reposant sur des intérêts supposément partagés avec les États régionaux. Dans le même temps, les puissances font de la « coopétition », une coopération d'opportunités qui ne remet pas en cause les stratégies d'influences qu'elles déploient. Dans ce cadre, c'est une stabilité minimale qui est recherchée, ce qui ne contribue pas à traiter les causes profondes des soubresauts et des risques.



Ce tableau pourrait paraître pessimiste voire même alarmiste. Il n'en est rien. Nous devrions plutôt être rassurés par le fait que les grandes puissances mondiales – les États-Unis, l'Europe, la Chine, la Russie, auxquelles j'ajoute les deux puissances nucléaires de notre océan, l'Inde et le Pakistan – ne se feront pas la guerre. L'absence d'affrontements directs entre ces grands acteurs mondiaux ne signifie pas pour autant une paix globale, ni l'avènement d'une ère bienheureuse de croissance et d'épanouissement pour tous. Ce à quoi nous devrons faire face, ce que à quoi nous faisons déjà face, c'est la multiplication des risques, des trafics, des crises, des menaces.

Ce qui doit retenir notre attention, c'est aussi l'affirmation d'une grande dynamique indo-pacifique qui crée un continuum de notre région de l'océan Indien occidental à l'autre bout du Pacifique. Cette nouvelle vision stratégique aiguise l'intérêt de Washington mais aussi de Pékin, de Delhi et de Paris. […] Est-ce l'affirmation d'un nouveau centre, englobant l'océan Indien, qui s'affirme à mesure que les puissances chinoise et indienne mettent en œuvre la « One Belt One Road » d'un côté et « Sagar» de l'autre ? Est-ce un motif d'inquiétude pour nos États qui, par la géographie, par la diplomatie, par l'économie et le commerce, sont liés à ces puissances qui ont des ambitions affichées pour notre océan et pour notre région ?

La stabilité de notre espace est un enjeu de premier ordre au regard des risques que représente la multiplication des menaces, ou, plus précisément de ces « zones grises » de la criminalité transnationale et des foyers de tension comme les nomment les stratèges occidentaux. Il en est de même pour l'ensemble des grands acteurs internationaux.

*Colloque international de l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien*

20 novembre 2019

## Être Secrétaire général c'est

soit plus d'*une cinquantaine* d'interventions télévisées, des *dizaines* d'interviews *parler aux médias*



Interview à La Réunion, 2016.

## + de 1200 articles



Entretien vidéo, 2018.




Le SG et les journalistes, juillet 2017.

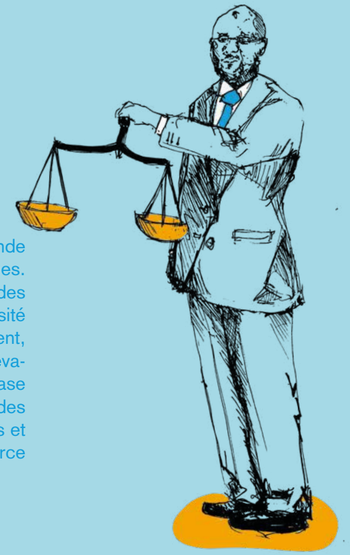


Plateau « Priorité santé » avec RFI.



## Hamada m'a dit... *l'égalité des chances*

« La diversité heureuse de nos sociétés est une chance ô combien louable dans un monde où le repli, l'intolérance ou encore la peur dressent des barricades entre les Hommes. Notre vivre-ensemble, s'il est une expérience réussie du dialogue et de la gestion des conflits, ne doit pas pour autant nous faire oublier le défi de l'inclusivité. La diversité de nos sociétés se lit aussi dans les inégalités sociales et économiques qui persistent, voire grandissent, dans nos sociétés. De fait, notre vivre-ensemble ne doit pas être évalué à la seule aune de notre diversité culturelle. Il doit être aussi questionné sur la base de l'égalité des chances, de la protection des plus vulnérables, de l'autonomisation des femmes et des jeunes. Ce sont là des questions essentielles des politiques sociales et économiques, des défis concrets qui doivent être au cœur de l'action publique. Parce qu'il s'agit de dignité. Parce qu'il s'agit de notre avenir commun. »



*Colloque « Regards croisés sur les familles de l'océan Indien »*
19 septembre 2019



Avec les Officiers permanents de liaison et les chargés de mission à la veille de la retraite ministérielle de Moroni, août 2019.

## Être Secrétaire général c'est *être le chef d'équipe*

d'une *centaine* **de personnes**,
suivre l'évolution globale, travailler avec ses collaborateurs,

et entretenir le dialogue avec *5* **ministres**

et *5* **Officiers permanents de liaison**,

une *dizaine* **de partenaires**

et *7* **membres observateurs**



Fête nationale des Comores.



Lors de la visite d'auditeurs d'un institut d'études.



*En plein débat avec François Vuillemin.*



*Avec Gina Bonne.*















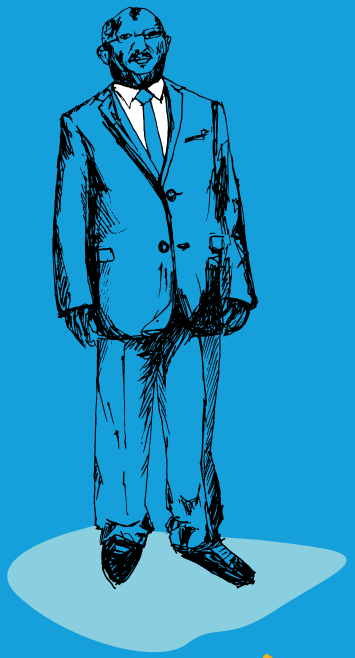
Le SG avec ses collaborateurs du Secrétariat général.





Hamada Madi entouré de ses collaborateurs du comité de direction du Secrétariat général.





Hamada Madi

Commission de l’océan Indien, 2020